

NOVEMBRE 2023

# Terrain d'entente

Un point de départ commun pour élaborer la prochaine stratégie mondiale de PCQVP



PUBLIEZ CE QUE  
VOUS PAYEZ

## À propos de ce document

Ce document offre un aperçu actuel des thèmes et questions clés en matière d'extraction des ressources naturelles et de gouvernance. Il s'appuie sur des études commandées conjointement par NRGi et Publiez Ce Que Vous Payez. Ces études regroupent des recherches documentaires et plus de 30 interviews d'experts évoluant dans divers domaines, dont la politique, l'économie, la politique climatique, la finance, les industries extractives et les communautés autochtones. Cette recherche sera publiée en 2024.

Il vise à définir un terrain d'entente ainsi que des idées sur lesquels nous appuyer pour orienter le processus d'élaboration de notre stratégie mondiale, qui portera sur la manière dont notre réseau peut relever au mieux les défis à venir.

## D'où venons-nous ?

Le réseau Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) a pour vocation de promouvoir un développement durable et juste. C'est ce que nous faisons depuis 20 ans en renforçant la transparence et la redevabilité dans les industries pétrolière, gazière et minière, afin qu'elles contribuent à la prospérité des pays riches en pétrole, en gaz et en minerais.

En 2002, nous avons commencé à lutter contre la « malédiction des ressources » en organisant des campagnes pour la divulgation des paiements versés en échange des droits d'extraction des ressources naturelles. Au fur et à mesure que notre ampleur et notre impact se sont développés, ce travail a évolué pour inclure la transparence des contrats, de la propriété réelle des entreprises et l'octroi de licences.

Depuis 2012, nous avons adopté une stratégie plus large qui met l'accent sur la redevabilité. Cela implique de comprendre et de remettre en question les structures de pouvoir à l'origine de la décision d'extraire ou non les ressources, les termes des contrats qui les lient aux entreprises, les impacts sociaux et environnementaux de l'extraction, et qui a son mot à dire dans ce processus.

Historiquement, PCQVP s'inscrit dans le cadre d'un modèle de développement et de croissance économique basé sur les industries extractives. Ce modèle devient de plus en plus intenable si nous voulons que l'humanité survive à la crise climatique. Nous devons donc nous en éloigner et abandonner les combustibles fossiles. Nous devons pour cela réaliser une transition *juste*, qui

protège les moyens de subsistance des personnes et des communautés vulnérables qui dépendent actuellement du pétrole, du gaz et de l'exploitation minière.

Grâce à leur grande expérience en matière de corruption, de garanties environnementales, de droits humains et de développement durable, les membres de PCQVP ont un rôle important à jouer pour garantir une transition juste et équitable. Le processus d'élaboration de notre stratégie mondiale portera sur la manière dont nous pouvons procéder pour arriver à cette fin.

## **La crise climatique définit le contexte de développement pour les décennies à venir**

L'échelle et la portée de la crise climatique se précisent, et ce sont les communautés les plus marginalisées qui paient le plus lourd tribut. Qu'il s'agisse des inondations au Kenya et au Soudan ou des feux de forêt en Argentine, à cause des événements climatiques extrêmes, des millions de personnes ont perdu leur maison, leur moyen de subsistance, mais aussi leurs proches... tout cela à cause d'une crise qu'elles n'ont pas créée.

Mais si [les problèmes se multiplient rapidement](#), c'est aussi le cas des potentielles [solutions](#). Au cours des cinq dernières années, les efforts réalisés à l'échelle mondiale pour limiter les émissions responsables du changement climatique se sont amplifiés. Tous les pays doivent créer le plan qui leur permettra d'atteindre leurs objectifs de réduction des émissions dans le cadre de l'Accord de Paris, le traité juridiquement contraignant des Nations unies pour le changement climatique.

## **La transition énergétique est la principale réponse à l'échelle mondiale**

Les combustibles fossiles, le charbon, le gaz et le pétrole [représentent plus de 90 % des émissions de carbone](#), ce qui en fait de loin les premiers responsables de la crise climatique. Une transition de l'économie mondiale vers des énergies plus propres s'est imposée comme la principale réponse politique. Elle a été soutenue en 2021 par les membres de PCQVP dans le cadre de leurs [positions concernant la transition énergétique](#).

La transition énergétique implique d'abandonner les énergies basées sur les combustibles fossiles pour s'orienter vers des sources plus propres comme les énergies solaire et éolienne ainsi que l'hydroélectricité, qui produisent moins d'émissions nocives.

Ces nouvelles sources d'énergie renouvelables s'appuient sur des minerais spécifiques qui sont limités, mais doivent être extraits. Ces minerais sont souvent qualifiés de minerais critiques ou de minerais de transition. L'explosion de la demande a provoqué entre les puissances mondiales une lutte acharnée pour l'obtention de ces minerais, qui continue de s'intensifier.

## **Une transition énergétique qui redéfinit la géopolitique et l'économie**

La transition des systèmes énergétiques contribue à, et est influencée par, les perturbations du paysage politique et industriel mondial.

L'ancien modèle, dans lequel quelques centres de puissance mondiale dominaient les relations interétatiques, est en train de s'effondrer. De plus, les gros acteurs commerciaux des économies tributaires des combustibles fossiles commencent à perdre du terrain face aux entreprises qui créent les systèmes énergétiques de demain, comme les sociétés minières et celles qui évoluent dans le secteur des énergies renouvelables.

C'est dans ce contexte que les gouvernements et les entreprises rivalisent pour obtenir des recettes, la sécurité énergétique et le pouvoir. Cette concurrence continuera de s'intensifier dans une économie mondiale définie par les énergies renouvelables.

## La transition pose des questions fondamentales d'équité et de justice

Historiquement, l'extraction des ressources naturelles s'est déroulée au détriment de la santé, de l'environnement et des moyens de subsistance des populations locales. Ce secteur est particulièrement néfaste pour l'environnement, en plus d'être en proie à la corruption.

De même, les impacts du changement climatique affectent en premier lieu, et le plus fortement, les pays à revenu faible et intermédiaire. Ce sont pourtant ceux qui y ont le moins contribué et qui ont le moins bénéficié de la croissance économique engendrée par l'extraction des combustibles fossiles.

Par ailleurs, le pétrole, le gaz et l'exploitation minière emploient des millions de personnes et constituent l'essentiel des revenus des pays riches en ressources. Avec l'arrêt de l'exploitation des combustibles fossiles, les [revenus pourraient diminuer de moitié](#) d'ici 2040, avec des répercussions importantes pour l'ensemble des citoyen·ne·s.

Il existe également un risque que les pays riches épuisent l'approvisionnement mondial en minerais pour réaliser leur propre transition, cristallisant davantage encore leur pouvoir et les injustices du passé.

Pour porter leurs fruits, les solutions climatiques, comme la transition énergétique, devront remédier à ces injustices historiques.

## Qu'est-ce que cela implique pour le pétrole, le gaz et le charbon ?

La transition nécessite une transformation radicale des économies développées qui dépendent largement des combustibles fossiles. Pour les pays à revenu faible et intermédiaire, la question est tout aussi importante, mais concerne davantage le développement et la justice.

Comment les pays peuvent-ils mettre en place des stratégies de transition énergétique qui éliminent les combustibles fossiles au profit des énergies renouvelables, de manière à ce que ce changement profite aux citoyen·ne·s ? Et quel est le moyen le plus rapide et le plus juste de mener cette transition à l'échelle mondiale ? Il y a ici plusieurs points à prendre en compte :

- **À quelle vitesse mener la transition, et par qui commencer ?** Quels pays doivent être autorisés à exploiter le solde restant de combustibles fossiles, dans quel ordre et à quelle vitesse ? Certain·e·s [avancent](#) que le développement et les infrastructures gaziers et

pétroliers doivent être abandonnés plus rapidement dans les économies à haut revenu que dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

- **Comment gérer les risques économiques ?** Si nous atteignons les objectifs climatiques, [1 milliard de dollars de futurs actifs de combustibles](#) seront « délaissés ». Pourtant, aujourd'hui, les grandes entreprises [intensifient leurs investissements](#), en créant de nombreux projets dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Comment ces économies peuvent-elles éviter de s'enfermer dans des voies non durables et, une nouvelle fois, de ne pas réussir à en tirer profit ?
- **Réduire le nombre de projets basés sur les combustibles fossiles est également risqué** : la mise hors service d'anciens projets axés sur les combustibles fossiles porte également préjudice aux communautés locales sur les plans social et environnemental. Si une réelle attention n'est pas accordée à ces questions, il est fort probable que le poids de ces conséquences retombe cette fois encore sur les pays à revenu faible et intermédiaire.
- **Les problèmes d'hier n'ont pas disparu** : pour s'émanciper des combustibles fossiles de manière sûre et responsable, il sera nécessaire de porter plus d'attention encore à la redevabilité des industries gazière et pétrolière, de veiller à ce que chaque développement ne soit pas entaché par la corruption ni par les problèmes sociaux et environnementaux du passé.
- **L'attention est détournée au moment crucial** : l'intérêt des gouvernements et du secteur philanthropique pour la gouvernance des hydrocarbures semble diminuer. Se retirer soudainement, sans établir de plan clair et sûr, revient à négliger la nécessité de réaliser une transition maîtrisée, sans d'impacts négatifs sur les communautés et environnements associés depuis longtemps à ces industries. L'histoire nous a montré que ces impacts augmentent drastiquement à moins d'être surveillés de près.

## Qu'est-ce que cela implique pour les minerais ?

Les combustibles fossiles seront éliminés mais l'exploitation minière continuera d'exister. L'IEA affirme que la transition énergétique mobilisera plus de minerais que jamais : d'ici 2040, la demande en lithium sera 40 fois supérieure à son niveau actuel, tandis que la demande en cuivre aura plus que doublé d'ici 2035.

Comme toujours, ces potentiels bénéfiques de l'exploitation minière sont accompagnés d'importants défis : le cuivre est présenté comme le nouveau pétrole et il en est de même pour le nickel, le cobalt, le lithium et les terres rares, entre autres.

Ce grand changement économique et politique fait largement écho au mandat et à l'expérience de PCQVP. Il y a plusieurs points clés à prendre en compte :

- **Les risques sociaux et environnementaux sont très élevés** : une [étude](#) a révélé que 54 % des 5 097 projets miniers en cours pour l'exploitation de 30 minerais différents se trouvent sur ou près de terres indigènes. De plus, ces opérations empiètent souvent sur des espaces de biodiversité essentiels. Ce n'est pas une coïncidence si les régions gérées par les peuples indigènes sont souvent riches en biodiversité.
- **La participation et le consentement communautaires seront soumis à une pression encore plus grande** : La transition et ses effets s'accroissent. Pour éviter que les

consultations minières et les garanties environnementales ne se réduisent, comme par le passé, à de simples formalités, de solides initiatives sont nécessaires. Une concurrence acharnée pour l'obtention des minerais a commencé, et avec elle les tentatives de contourner formellement le consentement réel des communautés.

- **De nouvelles frontières minières dans l'OCDE** : l'essor des minerais critiques s'accompagne d'une augmentation de l'exploitation minière dans les pays de l'OCDE, ce qui ajoutera de nouveaux fronts à la lutte pour la justice et la défense des droits. Parmi les exemples récents, nous pouvons citer le méga-gisement de lithium à la [caldeira McDermitt](#), située à la frontière entre le Nevada et L'Oregon, et le [projet du lithium à Barroso](#) au Portugal.
- **L'exploitation minière est connue depuis longtemps pour favoriser la corruption et cristalliser la pauvreté** : un [rapport NRGi](#) de 2022 révèle que 30 à 40 % de la production de minerais nécessaires proviendra des pays avec « une gouvernance des ressources faibles et défaillantes ». En l'absence de garanties, la ruée vers l'extraction signifie que des recettes risquent encore une fois d'être perdues à cause de la corruption. Cela nuit grandement aux économies mondiales, ralentit des investissements qui pourraient favoriser une croissance durable, et menace l'approvisionnement mondial en minerais critiques.
- **Il est essentiel que la consommation des pays à revenu élevé diminue et soit redistribuée** : par le passé, les modèles de consommation mondiale ont vu les ressources naturelles être arrachées aux pays à revenu faible et intermédiaire pour bénéficier aux pays à revenu élevé. Dans l'état actuel des choses, de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire sont en train de devenir les fournisseurs de matières premières pour les voitures électriques et les énergies renouvelables des pays à revenu élevé, ce qui renforce et perpétue ces injustices structurelles.
- **Les stratégies d'économie circulaire peuvent faire partie de la solution** : des études réalisées par [WWF](#) suggèrent que jusqu'à 18 % de la demande en minerais critiques jusqu'à 2030 peut être comblée en ré-utilisant des matériaux issus d'anciennes mines. Entre-temps, il sera essentiel de fournir des efforts pour [recycler la grande quantité de déchets](#) générés par la transition vers des énergies propres.

## Davantage de pièges, d'opportunités et de menaces

D'autres problématiques mondiales influencent l'efficacité et l'équité de la transition.

Les discussions mondiales sur la transition énergétique se sont largement concentrées sur le fait de passer d'une électricité basée sur des combustibles fossiles à une électricité produite par des énergies renouvelables. Cependant, 770 millions de personnes [habitant principalement en Afrique et en Asie](#) n'ont aujourd'hui pas accès à l'électricité. Il est donc nécessaire de trouver des solutions pour améliorer l'accès à l'électricité, de manière abordable, afin de répondre aux besoins des pays à revenu faible et intermédiaire.

Les nations ne devraient pas avoir à choisir entre mettre fin à la pauvreté et sauver la planète. Les pays à revenu élevé doivent donc débloquer suffisamment de financements pour les pays à revenu faible et intermédiaire, selon les bons termes et avec une supervision adaptée. L'annulation de la dette souveraine, qui alourdit de nombreuses économies moins développées, permettra de

dégager des fonds pour accélérer leur transition écologique et d'utiliser la révolution des énergies vertes pour réparer des injustices historiques.

[En 2022](#), les subventions liées aux combustibles fossiles attribuées par les gouvernements aux entreprises s'élevaient à 7,1 % du PIB. Ces subventions qui maintiennent artificiellement des prix bas et une demande élevée soutiennent les industries des combustibles fossiles et ralentissent ainsi la transition vers des sources d'énergie plus propres. Les subventions accordées pour développer les énergies renouvelables seront tout aussi essentielles pour accélérer le déploiement d'énergies plus propres. Pour accélérer la transition, les gouvernements doivent rediriger et inverser intelligemment les subventions accordées pour les projets d'exploitation des combustibles fossiles.

D'autres formes de financement vert auront aussi toute leur importance. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les secteurs des combustibles fossiles et de l'agriculture industrielle ont reçu 20 fois plus de financements de la part des banques que les gouvernements n'en reçoivent pour les solutions climatiques.

Enfin, il ne faut pas ignorer les perturbations géopolitiques. La démocratie se dégrade à travers le monde, et avec elle les espaces sûrs dans lesquels la société civile peut œuvrer. Il y a [aujourd'hui plus](#) d'autocraties que de démocraties libérales dans le monde. De nombreuses approches utilisées par les membres de PCQVP pour garantir plus de transparence et de redevabilité sont entravées par les tendances autoritaires.

## Se demander quoi faire, et comment

La question fondamentale qui se pose à notre réseau, hier comme aujourd'hui, est de savoir comment favoriser un développement durable.

Ce document invite tous les membres de PCQVP à participer à l'élaboration de la prochaine stratégie mondiale. Afin d'amorcer cette réflexion, nous avons extrait certains des présupposés fondamentaux qui ont orienté notre travail jusqu'à ce jour, en plus des pistes proposées ci-dessus. Ces présupposés sont des faits ou des postulats que nous ne remettons pas en question au quotidien, car nous les prenons pour acquis.

**Le début de l'élaboration d'une nouvelle stratégie est un moment important pour remettre en question ces présupposés.** Les **présupposés** ci-dessous ne sont pas unanimement acceptés par tous les membres de PCQVP, mais ils ont été utilisés par un assez grand nombre de personnes pour orienter les choix stratégiques du réseau au cours des deux dernières décennies. La question que nous devons tous nous poser est de savoir si ces **présupposés** sont toujours en phase avec le contexte défini dans ce document et, le cas échéant, de quelle manière ?

- **Les citoyen·ne·s peuvent tirer profit de l'extraction des ressources naturelles** : avec la gouvernance, les politiques et les lois adaptées, les citoyen·ne·s des pays riches en ressources peuvent tirer parti de l'extraction des ressources naturelles.
- **Les principaux bénéfices offerts par les ressources naturelles sont financiers** : les autres potentiels bénéfiques, comme l'accès à l'énergie au niveau national, ne sont pas

autant valorisés.

- **Les recettes stimulent la croissance économique** : une augmentation des recettes nationales grâce à l'exploitation gazière, minière et pétrolière se traduira par une croissance économique nationale, mais également locale pour les communautés hôtes.
- **Le développement des économies est nécessaire à la prospérité des sociétés** : la croissance économique se traduira par une augmentation des investissements destinés aux infrastructures et aux services nécessaires à l'amélioration des conditions de vie de la population.
- **L'exploitation des ressources pétrolières, gazières et minières est une priorité** en raison du volume de retours financiers qu'elles génèrent. D'autres ressources comme les forêts, l'eau, la pêche et l'agriculture ne font généralement pas partie du champ d'application du réseau PCQVP. Les sources d'énergie naturelles comme l'hydroélectricité et les énergies éolienne, solaire et marémotrice non plus.
- **La transparence peut engendrer une plus grande redevabilité** : l'attention que nous portons historiquement à la transparence a évolué pour laisser plus de place à la redevabilité et à la participation aux prises de décisions, mais la divulgation d'informations reste le ciment de notre travail.
- **La participation et le consentement des communautés sont essentiels** : les communautés et la société civile doivent avoir leur mot à dire dans le traitement des ressources naturelles, y compris lorsqu'il s'agit de les extraire ou pas. Leur implication permettra de meilleurs résultats.
- **La participation à des mécanismes multipartites et/ou des mécanismes de recherche de consensus doit être privilégiée** par rapport à d'autres façons d'effectuer changement (litiges, protestations, etc.).
- **Les inégalités de pouvoir entre les parties prenantes impliquées dans les mécanismes multipartites peuvent être atténuées** ou surmontées afin de parvenir à un changement significatif.
- **Une approche mondiale, en réseau, est nécessaire** pour faire campagne contre les industries extractives. S'organiser en coalitions nationales est un moyen efficace pour cela.

## Prochaines étapes

Au cours des 12 prochains mois, une série de consultations aura lieu pour décider comment faire évoluer la vision et la mission, la théorie du changement, les objectifs de plaidoyer ainsi que les modèles de gouvernance et le leadership de PCQVP, afin de répondre au mieux aux contextes actuel et futur. Votre voix sera essentielle pour faire du réseau PCQVP un acteur de poids capable de relever les défis à venir. Veuillez utiliser ce document comme support lorsque vous répondez à des demandes de contribution comme des enquêtes ou autres consultations, et n'hésitez pas à envoyer toute réflexion complémentaire à [strategy@pwyp.org](mailto:strategy@pwyp.org).